

gouvernement a besoin de l'appui du gouvernement ontarien pour la mise sur pied d'une loi d'envergure dans le domaine des pensions, le premier ministre a-t-il l'intention de remplacer le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social?

(Texte)

L'AGRICULTURE

L'EST VEUT PAYER SON BLÉ LE MÊME PRIX QUE LES RUSSES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre du Commerce.

L'honorable ministre peut-il nous dire si l'abondante récolte de blé de l'Ouest permettra aux cultivateurs de l'Est d'acheter ce blé au même prix que les Russes?

(Traduction)

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, il se peut qu'il y ait eu erreur d'interprétation, mais je ne sais pas si le député a voulu parler du blé ou du maïs. A-t-il voulu parler des céréales en général ou d'une espèce particulière comme le maïs?

(Texte)

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, je comprends ma question. Je demandais à l'honorable ministre si, étant donné l'abondante récolte de blé de l'Ouest de cette année, les cultivateurs de l'Est pourraient acheter leur approvisionnement de blé au même prix que les Russes?

(Traduction)

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je ne puis évidemment pas préciser le prix du blé, car ce point relève de la Commission canadienne du blé. Toutefois, je puis dire à mon honorable ami que l'on fait des efforts tout à fait spéciaux afin que les intérêts des agriculteurs de l'Est soient protégés en ce qui concerne l'approvisionnement.

LES TRANSPORTS

VOIES FERRÉES SECONDAIRES—ON DEMANDE DE RETARDER L'INTERVENTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. George Muir (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. En son absence, je pourrais peut-être l'adresser au premier ministre. Vu que les embranchements ferroviaires jouent un rôle important dans le transport des céréales, compte tenu des ventes considérables effectuées récemment, le gouvernement envisagerait-il de remettre à plus tard l'abandon

[M. Stenson.]

d'autres embranchements jusqu'à ce qu'on ait fait une étude plus approfondie à la lumière des derniers événements?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je me ferai grand plaisir de discuter de cette question avec le ministre des Transports, car j'en reconnais l'importance.

(Texte)

LES POSTES

ON DEMANDE DES RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE L'AUGMENTATION DES TAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martineau (Pontiac-Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour l'honorable ministre des Postes.

J'aimerais que l'honorable ministre nous donne la raison de l'augmentation substantielle du taux des mandats-poste et autres effets et services de son ministère, augmentation qui cause beaucoup de désarroi.

L'hon. Azellus Denis (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, les augmentations sont devenues nécessaires pour plusieurs raisons, d'abord à cause des déficits accumulés par le régime précédent, et ensuite, en vue d'établir les services additionnels normaux de facteurs qui avaient été différés par le régime précédent.

L'hon. M. Martineau: L'honorable ministre peut-il nous dire...

(Traduction)

M. l'Orateur: A l'ordre! Les députés ont sans doute remarqué qu'il est près de quatre heures vingt. Or, la Chambre doit être saisie de mesures aussi importantes que pressantes. Certes, je n'ai pas l'intention de couper court à la période des questions, mais certains représentants ont posé deux ou trois questions. Je me demande donc s'il ne serait pas possible de nous en tenir à deux ou trois autres questions afin de permettre à la Chambre de faire progresser ses travaux.

(Texte)

L'IMPÔT SUR LE REVENU

RETARD APPORTÉ À LA REMISE DE L'IMPÔT PAYÉ EN TROP

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Rémi Paul (Berthier-Maskinongé-Delaunaudière): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable ministre du Revenu national.

L'honorable ministre pourrait-il informer la Chambre des raisons qui retardent le remboursement, aux contribuables de Montréal et des environs, de l'impôt payé en trop durant